

Chômeur·euses, précaires et pauvres, est-ce « quoi qu'il en coûte » ?

Category: Travail, emploi, chômage

écrit par jmfouquer | 16 mars 2021

Les mesures d'avant la crise ont exclu 200 000 personnes de l'indemnisation. Borne veut rétablir au 1er juillet les autres réductions de droits, suspendues pendant la crise. Ce sont 850 000 personnes qui vont voir leurs allocs baisser d'au moins 20 % et jusqu'à 40 %. Une seule mesure reste suspendue, la surcotisation patronale contre les contrats courts ! Restent aussi en vigueur les dispositifs de chasse aux chômeur.euses : sanction suspension radiation

Ces annonces sont à contre – courant des discours sur l'urgence sociale et de ce que la crise a révélé sur la pauvreté. Pourquoi négliger ainsi les aspirations à la solidarité qui se manifestent dans le peuple ?

Ce n'est pas le souci d'économies : les gains attendus ne sont qu'une infime partie des dépenses imposées à l'UNEDIC. C'est de l'aveuglement idéologique (le chômeur est responsable de son état), du mépris et l'incompréhension des pauvres : quand on fréquente ceux qui gagnent en quelques secondes le montant annuel du RSA comment comprendre la vie des gens? C'est une politique d'exemplarité pour faire mieux que les autres pays et opérer le passage en force libéral.

Mais cette fuite en avant n'est pas sans risques : la lutte contre la pauvreté gagne le débat public en Europe et dans le monde : et l'argument « faire comme les autres » risque de perdre de son efficacité. Macron a un atout : la rupture de la gauche d'avec pauvres, chômeurs et précaires. Pourtant il y a des réponses : la RTT comme moyen de donner du travail, la sécurité professionnelle ou le nouveau statut qui permettent de gérer sa vie sans la hantise de l'enfer du chômage : il

faut reprendre ces chantiers ! La pauvreté n'est pas que le chômage, mais l'abus d'usage des premières de cordée : toutes et tous les « hors protection sociale » ne doivent pas être laissés.es de côté : affichons une exigence conforme à l'obligation constitutionnelle de fournir un « revenu décent ». Exigeons « pas un revenu en dessous du seuil de pauvreté ».

Pour Ensemble ! les forces politiques, syndicales et associatives doivent s'unir dans une campagne pour empêcher cette politique qui développe la misère pour favoriser les riches. Nul besoin d'argent magique, il suffit de vouloir lutter contre les inégalités et faire contribuer les 5 % les plus riches. C'est ce que diront les soutiens aux chômeur/euses dans la rue le 20 mars prochain.